

## Les jeunes et les changements climatiques

Stéphane Gagné

Ils sont jeunes et se sentent concernés par les changements climatiques. Ils étudient tous au Collège international des Marcellines de Westmount, un cégep privé, et vendredi, ils ont assisté à la conférence portant sur les Politiques de réduction des gaz à effet de serre (GES) au Québec et au Canada.

À leur manière, Félícia Corbeil (19 ans), Laurence Normand (18 ans), Jarhan Jahan (17 ans) et Dimitri Matenine (18 ans), ont tous des solutions à proposer pour réduire les GES. Laurence croit que pour limiter la montée des températures, il faudrait recourir davantage à l'hydroélectricité et à l'énergie éolienne. Félícia, quant à elle, croit que les gens sont sensibilisés au problème, savent même ce qu'il faut faire, mais qu'il faut trouver une façon de les faire passer à l'action. « Ça peut commencer par l'éducation à l'environnement dès le jeune âge, par des gestes concrets comme le recyclage. » Dimitri croit que « l'on devrait valoriser la contribution de chacun afin tous soient encouragés lorsqu'ils font un geste. »

« Après tout, on a juste une planète. »

— Félícia

Nos quatre étudiants utilisent tous un mode de transport actif ou écologique (marche, vélo ou transports en commun) pour se rendre au collège et souvent aussi pour d'autres déplacements. Plusieurs croient que pour réduire les GES, il faudrait miser davantage sur les transports en commun, ce qui aurait pour effet d'améliorer la qualité de l'air. Félícia croit qu'en ville, il devrait y avoir plus d'espace pour les vélos et plus de voies réservées pour les autobus. Elle souhaiterait même pouvoir transporter son vélo dans le métro durant les heures de pointe. Laurence, elle, croit qu'il devrait y avoir plus de voies piétonnières.

Dans une perspective plus large, Jarhan croit que pour diminuer les GES, il faut repenser notre façon de consommer — et revoir la publicité qui incite à consommer. Dimitri abonde dans le même sens et ajoute que l'on devrait réduire la production de biens de consommation jetables. Il boycotte lui-même ces produits. Les autres étudiants du groupe font aussi leur part en économisant l'eau, en recyclant, en compostant ou en sensibilisant les autres. « Après tout, dit Félícia, on a juste une planète. »

# InfoFlash

Colloque Sciences et société  
Les changements climatiques

Du 30 novembre  
au 3 décembre 2005

Vol.1 No.4

3 décembre 2005

## La pollution et la Bourse

Marie-Hélène Verville

Plusieurs industries, comme les pétrolières, se retrouvent au banc des accusés des plus grands pollueurs de notre planète. Chaque année, elles rejettent dans l'air quantité de gaz à effet de serre. Pour combattre ce terrible fléau, un système se met en place actuellement en Europe : le droit de rejeter ces gaz dans l'atmosphère via des permis émis par les gouvernements.

Des autorisations pour polluer, une idée folle ? Pas d'après le président du comité scientifique du Colloque Sciences et société : les changements climatiques, Jean-Pierre Revéret, qui animait hier la table ronde *Les mécanismes d'échange de droits d'émission des gaz à effet de serre*. Cette solution centrée sur le marché promet d'être efficace dans la lutte aux gaz à effet de serre, croit le scientifique.

« Ces droits d'émission sont distribués aux grandes industries et peuvent s'échanger sur un marché international comme la Bourse », explique-t-il. Dans ce système, chaque certificat donne droit d'émettre une certaine quantité de gaz polluants. La quantité de

gaz à effet de serre rejeté dans l'atmosphère par les gros pollueurs est ainsi réglementée par le gouvernement.

Le coût de réduction de ces gaz étant trop élevé pour certaines industries, elles peuvent donc acheter des certificats à d'autres qui n'en ont pas besoin. L'objectif est de créer un avantage économique pour les compagnies qui prennent le virage vert.

Comme ce système est nouveau, beaucoup ont des réserves sur son efficacité réelle. Parmi les dérapages possibles, il y a le risque que les gouvernements soient trop permissifs sur le volume de gaz alloué aux compagnies. Aussi, la méthode de calcul des prix des permis devra être standardisée à l'échelle mondiale. « Ce processus devra être transparent », atteste Qussai Samak, du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement.

Ce système sera introduit au Canada au cours des prochaines années. « Nous sommes un des pays qui rencontre le plus de difficultés à atteindre les objectifs fixés par Kyoto. Nous devons donc créer un système national le plus vite possible », conclut le président d'Écoressources, Jean Nolet.

## Avons-nous vraiment le choix?

Propos recueillis par Danny Raymond

Des choix, les citoyens en font tous les jours au moment d'évaluer combien il leur en coûte d'améliorer leur qualité de vie. Pour Jean-Marc Carpentier, conseiller en communication scientifique et technique, le choix environnemental se trouve au confluent des deux options : recourir aux solutions technologiques pour réduire ou stabiliser notre consommation d'énergie et améliorer le niveau de vie du plus grand nombre. Solution impossible, diriez-vous ? « Dénouement idéal », répond le principal intéressé.

ASP : Quels sont ces choix technologiques ?

M. Carpentier : Les hydrocarbures constituant à 80 % les seules sources d'énergie disponibles à l'échelle planétaire, les moyens technologiques comme la séquestration ou la minéralisation du gaz carbonique restent fragmentaires, limités et coûteux. Deux solutions existent. La substitution d'énergie présente la première avenue. Par exemple, si les Québécois chauffaient leurs maisons au gaz naturel, le surplus d'électricité épargné pourrait être vendu aux Américains, leur offrant ainsi une alternative au lieu de continuer à produire de l'énergie en brûlant les hydrocarbures. Comme deuxième option, la société doit ensuite décider de briser les barrières idéologiques et politiques et privilégier l'utilisation des sources d'énergie éolienne, solaire, thermonucléaire ou nucléaire. Ces choix sociétaux précèdent nécessairement le recours aux solutions technologiques.

ASP : Les citoyens souhaitent-ils faire ces choix ?

M. Carpentier : Dans la mesure où ils continueront à améliorer leurs conditions de vie, oui. Pour faciliter l'accès de la richesse au plus grand nombre et éviter un désastre écologique, les technologies visant à améliorer l'efficacité énergétique auront à évoluer au même rythme que notre besoin de bien-être.

ASP : Le groupe American EnviroNics préconise, pour favoriser la croissance économique, d'investir massivement dans les énergies renouvelables au lieu de s'en tenir uniquement aux quotas limitatifs tels qu'ils sont prévus dans le Protocole de Kyoto. Qu'en pensez-vous ?

M. Carpentier : Cette affirmation me rend sceptique. Une dépense reste une dépense. Ces investissements seront-ils structurants pour la société ? Profiteront-ils à des secteurs économiques fertiles ? On sait que des sommes d'argent faramineuses ont été injectées pour soutenir la guerre en Irak. Les retombées n'ont bénéficié qu'à un petit groupe d'entreprises. L'Histoire nous a enseigné que les changements sociétaux sont extrêmement rares et ne se produisent qu'avec le support des développements technologiques, non seulement avec des changements de perceptions. En fin de compte, une approche en terme de qualité écologique et environnementale est plus importante que des considérations économiques.

Assistez à la conférence de M. Carpentier lors de la table ronde « Au-delà de Kyoto : choix technologiques ou choix de société », présentée aujourd'hui de 10h00 à 12h00.

### À surveiller !

La tenue du colloque « Les changements climatiques » marque le coup d'envoi d'une série d'événements institutionnels intitulée *Rencontres sciences et société*. Organisée par l'UQAM, de concert avec la Faculté des sciences, cette série s'inscrit en marge de la programmation du *Coeur des sciences*, qui sera lancée au printemps 2006.

### Prochaines Rencontres sciences et société :

- Colloque sur la biodiversité dont le sous-comité scientifique est présidé par Daniel Gagnon, professeur au Département des sciences biologiques de l'UQAM, appuyé par Robert Davidson du Biodôme de Montréal et professeur associé à l'Institut des sciences en environnement (ISE)
- Colloque sur les biotechnologies dont le sous-comité scientifique est présidé par Sylvie Laliberté,

professeure au Département des sciences biologiques de l'UQAM

• Colloque sur les nouvelles thérapies et la prévention dans le domaine de la santé dont le sous-comité scientifique est présidé par Lucie Lamontagne, professeure au Département des sciences biologiques de l'UQAM, appuyée par Livain Breau et René Roy, tous deux professeurs au Département de chimie de l'UQAM.